

Ville de Québec 2008-2108:

Le renforcement de notre population

Pour faire une histoire courte, de 1608 à 2008, la population de l'agglomération de Québec a évolué de la façon suivante: en 1608, 28 habitants; en 1708, 2 035; en 1808, 10 805; en 1908, 80 000; en 2008, environ 542 000. Gens du pays, Canada, Québec ou agglomération de Québec, quelle population lui souhaiter pour 2108 à l'occasion de son 400e ?

En son quatrième siècle, sa banlieue et Québec ont été très performantes en matière démographique. Ainsi, de 1909 à 1958, le nombre des naissances y est passé de 3 550 par année en moyenne au cours de la première décennie de cette période à 8 320 au cours de sa cinquième. Sa population a augmenté de 83 à 300 mille. Le taux de natalité a quand même chuté de 44 à 28 par mille habitants. Dans ses 50 dernières années, de 1959 à 2008 par contre la tendance s'est inversée alors que le nombre des naissances par décennie y a chuté de 75 874 au cours de la première de la période à 44 563 à sa cinquième en dépit d'une augmentation de population de 300 mille à 542 mille. Le taux de natalité dans ce deuxième demi-siècle a chuté de 21 à moins de 9 pour mille, rien là à célébrer en ce dernier quart de quatrième siècle. Un taux de natalité d'environ 16 par mille est nécessaire pour qu'une population se maintienne au fil des décennies en l'absence de migration de toute nature de part et d'autre.

Vous constatez comme moi M. le Président, M. Labeaume, M. Marcoux, membres du comité exécutif, conseillères et conseillers et citoyens qu'en fin de son quatrième siècle, la population de l'agglomération de Québec est passée non de performante à fonctionnelle mais tout droit, de performante à dysfonctionnelle étant donné son étendue et son urbanisation. Au train où vont les choses, et là on pourrait parler de TGV, avec le dépeuplement de ses principales sources d'approvisionnement actuelles en migrants, le Bas-St-Laurent, la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'Abitibi-Témiscamingue et la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine, couplé à une faible immigration internationale et à une émigration interprovinciale structurelle, j'estime que l'agglomération de Québec ne comptera plus qu'environ 200 mille personnes en 2108.

Serez-vous M. le Maire l'homme à qui l'histoire accordera comme à Jean Talon le mérite d'une poussée de peuplement ? Il serait exagéré de dire que rien ne nous permet de le croire après avoir lu les engagements électoraux que vous avez pris et publiés sur votre site internet. Il serait insoutenablement léger de croire tout le contraire.

Sans plus, je reproduis ici intégralement les points de votre programme, c'est pas tout le monde qui les savent déjà par coeur. Y trouve-t-on des indices d'intentions démographiques. Aux premier et avant-dernier points, ils sont évidents, aux autres, moins. Donc:

S'il est élu maire, Régis Labeaume s'engage à :

- Rendre la ville plus attrayante pour que les gens viennent l'habiter et particulièrement pour y garder nos jeunes.

Pour ce faire, il faut développer des projets emballants et structurants, de concert avec tous les intervenants publics et privés concernés. Par exemple : la Neurocité, l'École Nationale du divertissement interactif, il faut aussi reconduire les programmes en vigueur pour consolider les actifs dans le Quartier St-Roch en matière de technologie de l'information (programme CNNTQ et CDTI).

- Promouvoir un développement économique basé sur l'économie du savoir.

Il faut que la présence dans la région de 6000 chercheurs, 100 laboratoires de recherches et 35 000 étudiants universitaires se traduisent en création d'emploi dans la région pour la fabrication et commercialisation à Québec des produits développés par les chercheurs.

- Contrôler les dépenses de la ville et ne pas avoir peur d'innover pour ce faire.

Il faut notamment réduire les coûts de main d'œuvre par le non-remplacement des départs à la retraite, par la négociation de conventions collectives plus souples permettant un meilleur recours au secteur privé (notamment par les partenariats public-privé, les PPP), la sous-traitance et l'impartition. Il faut mieux utiliser les capacités et l'expérience de la main d'œuvre de la ville.

- Limiter les augmentations de taxes, au pire, à l'augmentation de l'indice du coût de la vie.

Il faut malgré tout que les citoyens obtiennent de meilleurs services pour leur argent, et ce en faisant les choses autrement, en innovant, en étant audacieux non seulement dans le contrôle des dépenses, mais aussi par l'augmentation des revenus en incitant des entreprises à s'installer à Québec.

- Être le leader du développement économique de la ville, un facilitateur entre les divers intervenants publics et privés.

Faciliter l'investissement par une plus grande efficacité administrative, par un meilleur support au projet des promoteurs, mais ce sans céder sur le maintien de la qualité de vie des citoyens.

- Éplucher la liste des investissements en immobilisations prévus pour les prochaines années.

Favoriser l'entretien et le maintien des infrastructures existantes (routières, égouts, aqueducs, équipements sportifs, culturels et municipaux), plutôt que le développement de nouvelles immobilisations.

- Développer et mettre en place une politique d'intervention sociale.

Pour mieux accueillir les immigrants, travailler à réduire la pauvreté, aider les organisations d'aide auprès des personnes âgées à mieux effectuer leur travail, valoriser le volontariat, soutenir les activités sportives et culturelles particulièrement pour nos jeunes, promouvoir la construction de logements sociaux et coopératifs, etc.

- Consolider le réseau de transport en commun par des investissements sur le service aux usagers (nouvelles lignes de Métrobus, augmentation de la fréquence, achat d'autobus articulés et d'autobus électriques pour le Vieux Québec)

Attraction de résidents

En regard du premier élément de votre programme, " Rendre la ville plus attrayante pour que les gens viennent l'habiter" je ne vous apprendrez rien en écrivant que ce qui fait que les gens résident en une agglomération, c'est qu'ils y travaillent, vivent leur retraite, étudient, chôment ou

immigrent, ou bien y sont dépendants de parents ou conjoint qui y travaillent, "retraitent", étudiant, chôment ou immigrent.

Pour qui travaillent, actuellement la réalité et la perspective n'ont jamais été si bonnes depuis longtemps avec les sorties de ce monde qui seront prochainement massives couplées à la réduction en nombre des personnes qui y entreront. Donc, on ne manquera pas d'emplois durables, on va manquer de travailleurs en permanence, au public et au privé. Aussi, quand vous dites "il faut aussi reconduire les programmes en vigueur pour consolider les actifs dans le Quartier St-Roch en matière de technologie de l'information (programme CNNTQ et CDTI)" on ne peut pas être contre la vertu mais on peut être pour le grain de sel. Au plus tôt, il faudra innover, subventionner plutôt le développement conceptuel et technologique en rapport avec notre nécessité prioritaire, la natalité. Le défi urgent est d'estimer à sa juste valeur et de rendre plus abordable pour les humains à Québec la procréation tout en faisant autre chose d'utile ou d'agréable. C'est là il me semble qu': "il faut développer des projets emballants et structurants, de concert avec tous les intervenants publics et privés concernés".

Pour qui c'est la retraite, ils seront plus nombreux à chaque années au cours des 10-15 prochaines. Je n'ai pas d'idée combien de rentiers nous quitteront pour la campagne, un climat meilleur ou des réunions de famille quand il ne seront plus retenus à Québec par le travail. Si on ajoute à ceux-ci ceux qui nous quitteront nombreux définitivement pour un monde meilleur les résidences seront alors mises en vente en abondance alors que les acheteurs se feront rares; c'est intéressant pour ces derniers, moins pour les premiers.

Pour l'industrie de l'enseignement, la situation se détériore. Nous avons amorcé l'an dernier et le présent selon son recteur une baisse des inscriptions de 1 à 3 % à l'Université Laval. Le Soleil a publié l'automne dernier. Jean-François Lisée l'avait prédit en 2000 dans son livre *Sortie de secours: Comment échapper au déclin du Québec*. Il avait assorti son exposé de situation d'une suggestion. Je le cite chapitre 8 page 208 et 209:

Pendant les premières décennies du siècle, (XXI) la chute du nombre d'étudiants québécois d'âge collégial ou universitaire va poser un problème majeur à notre réseau d'enseignement supérieur. Le ministère de l'éducation du Québec prévoit déjà, d'ici 15 ans, une baisse notable des effectifs scolaires. Par rapport au niveau atteint en 1993, il y aura dès 2005, dans nos cégeps et universités, 25 000 étudiants de moins. Importante à Montréal, cette désertification des salles de cours sera pire en région: 10 % d'étudiants de moins à l'Université Laval et à l'Université du Québec à Trois-Rivières, 17 % à Rimouski, 20 % à Chicoutimi. La chute atteindra un plateau pendant quelques années, de 2007 à 2012, à cause du passage temporaire du second "écho" du bébéboom (les petits-enfant de la génération lyrique). Les prévisions du ministère cessent à cette étape, mais pas celles de l'Institut de la statistique. Ensuite, la chute deviendra dramatique...

... Pourquoi ne pas offrir avec empressement à plusieurs dizaines de milliers de jeunes francophones du monde d'acquérir une formation ou de poursuivre des études postsecondaires de qualité nord-américaine au Québec, à un coût moindre qu'ailleurs sur le continent ? Pourquoi ne pas ensuite offrir à ceux qui prennent racine au Québec de rembourser complètement le coût de ces études en leur versant pendant chacune des dix ou douze années subséquentes un crédit d'impôt sur leur revenu équivalent à un dixième ou un douzième de ce qu'on coûté leur installation et leur éducation au Québec ?

Pour une version récente de ce qui précède, vous pouvez vous offrir depuis l'automne dernier son dernier livre, *Nous. Moins de 15 \$ et juste un peu plus que 100 pages écrites en grosses lettres*. Vous découvrirez une suggestion audacieuse mais réfléchie de politique d'immigration visant le renforcement de la population québécoise. Ce qu'il propose pour le Québec est particulièrement pertinent pour la Ville de Québec. (N'accordez pas trop d'importance en passant à ce qu'il dit de Mario Dumont, il a aussi écrit *Le Tricheur et Le Naufrageur*)

Bref, un programme audacieux en migration équitable m'apparaît souhaitable comme lieu d'investissement des surplus budgétaires accumulés au gouvernement fédéral de notre poche, via le provincial il va sans dire avant un TGV Québec-Windsor, si vous permettez. J'ai retenu que vous êtes sensible à la courtoisie. On a un manque à peupler à régler, indépendamment de la langue, et un surplus de ressources du savoir à échanger contre ce que des pays ont à offrir selon une formule d'échange équitable entre nations.

Rétention des jeunes

En rétention des jeunes, il faut s'entendre d'abord sur ce qu'il faut comprendre par jeunes: il y a les 0-14, les 15-29 et les 30-45. La majorité de ceux qui sont d'âge scolaire, qui dépendent de parents sont tributaires de la migration de leurs parents pour des raisons de travail ou de choix de conjoint. Avec le presque plein emploi actuel, la situation 2001-2006 est très différente de celle qui prévalait en 1996-2000.

Le tableau qui suit présente par tranche d'âge de cinq ans, en bas de 45, combien d'hommes et de femmes compte la région de la Capitale-Nationale. Québec la constitue pour environ 80 %.

âge	homme	femme	ensemble
40 à 44	26 693	25 763	52 456
35 à 39	22 184	20 540	42 724
30 à 34	22 548	20 245	42 793
25 à 29	26 907	24 939	51 846
20 à 24	23 314	22 785	46 099
15 à 19	18 813	18 630	37 443
10 à 14	18 246	17 636	35 882
5 à 9	15 203	14 210	29 413
0 à 4	14 702	14 116	28 818
total	328 075	343 393	671 468

Le tableau indique qu'il y a de moins en moins de jeunes à retenir, en fait presque deux fois moins maintenant qu'il y a 40 ans. La faible natalité est devenue une question plus urgente que la création d'emplois ou d'entreprises pour le "développement communautaire, économique et social de Québec", un point clairement de compétence municipale dans La charte de la Ville de Québec. Jacques Henripin, un expert de l'économie passé au démographique en cours de carrière souligne en 1998 que le vieillissement est précisément la conséquence la plus pernicieuse et la plus prochaine de cette hypo-fécondité. Il propose une solution auquel répond maintenant le Régime québécois d'assurance parentale et le programme de Soutien aux enfants, deux interventions bien intentionnées mais mal proportionnées.

"Trouver les moyens d'y arriver, c'est une autre affaire. On pense toujours à un accroissement des allocations familiales, maintenant transformées au Canada en allocations de lutte contre la pauvreté. Elles sont nécessaires, mais il me paraît plus important de réduire le chômage des jeunes adultes. J'ai proposé, sans être sûr de leur efficacité, un certain nombre de moyens qui pourraient contribuer à redresser la natalité, dans Naître ou ne pas être. Il faudrait en particulier rendre conciliables l'éducation des jeunes enfants et la poursuite, peut-être au ralenti, pour les hommes aussi bien que pour les femmes, de l'activité professionnelle. S'il est vrai qu'on est sûr de rien quant à l'effet nataliste de ces diverses mesures, on est loin d'avoir tout essayé. Et même si l'effet nataliste n'est pas assuré, on est certain d'une chose: un peu plus de justice sera établie entre ceux et surtout celles qui donne à la société ses futurs citoyens, au prix de beaucoup d'efforts de toute sorte, et ceux et celles qui se soustraient - c'est leur droit - à cet impératif collectif. Je dis bien «collectif»". page 143, Souvenirs et réflexions d'un ronchon.

Pour revenir au tableau, le total du bas comprend les 45 et plus. A noter que si les femmes sont plus nombreuses que les hommes en Capitale-Nationale au total, 343 393 contre 328 075, entre 20 et 35 ans, l'âge qu'elles privilégient pour procréer, elles le sont moins, 65 724 contre 71 639, presque 10 %. Celles qui les remplaceront à cette fin au cours des 20 prochaines années seront 33 % moins nombreuses qu'elles, 59 051, et risque d'être moins ouvertes à l'idée de procréer si ça se peut, en situation de plein emploi. Ça donne à réfléchir. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ça manque de femmes à Québec pour qui le sens de la vie est de la transmettre à d'autres, ce que nul autre qu'elles ne peuvent faire. On vit un problème de civilisation aussi inquiétant et plus urgent que les gaz à effet de serre et le réchauffement de la planète pour notre survie en occident. Nous sommes maintenant, Québécois de Québec, une espèce en danger d'extinction, pas surtout parce que les jeunes nous quittent mais parce qu'ils n'arrivent plus en nombre suffisant.

Immigration

Mme Boucher m'a confirmé en 2006 ce que Mme Bourget m'avait appris en 2001, l'immigration, ce n'est pas l'affaire du municipal mais du fédéral, en partenariat avec le provincial au Québec. À chacun sa juridiction disaient-elles. D'accord, et c'est pourquoi j'ai fait suivre une correspondance antérieure préalablement adressée au conseil, Québec 2008-2108: Dépeuplement ou peuplement; Modérer nos transports; Notre trou démographique; Notre situation géopolitique; Implosion, stagnation ou croissance, au ministre responsable de la Capitale-Nationale.

L'accueil des immigrants par contre est bien de juridiction municipale et vous avez judicieusement prévu à l'avant-dernier point de votre programme, "développer et mettre en place une poli-

tique d'intervention sociale pour mieux accueillir les immigrants" et prévu "la promotion de logements sociaux et coopératifs".

Il serait heureux que l'administration municipale se donne un dispositif de vigilance. M. L'Allier et Mme Boucher n'ont pas vu dans le plan directeur d'aménagement et de développement, PDAD, prévu à la loi 170 ce dispositif. En 2001-2005, le déclin a été retenu par défaut, dans l'indifférence d'une population consultée mais non-éclairée. Dans le prochain PDAD, le dernier D voudra dire déclin ou développement implosif. Quiconque à Québec se fait une fierté de quitter un terrain de camping dans l'état où il était quand il y est arrivé, sera honteux.

Changement d'attitude

Comme alternative au trou démographique dans lequel nous nous enfonçons et au déclin en nombre qui nous guette dans une dizaine d'années, avons-nous encore le choix entre l'implosion, la stagnation ou la croissance ? Pour une réflexion éclairée là-dessus, le tableau qui suit expose à quel point nous sommes en déficit de naissances depuis 1970. Si vous avez lu Québec 2008-2108: Implosion, stagnation ou croissance, vous allez reconnaître certains chiffres. La première colonne indique le passage ou la venue des années à l'unité ou par groupe de cinq de 1970 à 2036. La deuxième dénombre la population observée ou prévue en regard pour la région de la Capitale-Nationale selon l'Institut de la statistique du Québec.

La troisième colonne s'appelle **déficit cumulé**. En 1970, il nous fallait 8 360 bébés pour maintenir notre patrimoine génétique endogène, nous les avons eu. En 1971, au taux de 16 enfants requis par mille de population pour ce maintien, nous étions en attente de 8 450 bébés. Nous en avons eu 7 162 seulement, un manque à procréer de 1 288 unités. Dans les cinq années suivantes, selon le même critère, nous en attendions 44 495. Il en est arrivé 33 690, soit un manque annuel moyen de 2 161, si l'on tient au maintien de notre patrimoine. Par la suite, le déficit se creuse de plus en plus jusqu'en 2004. Il y a un léger redressement des choses en 2005 et 2006, mais il ne durera pas plus que quatre ou cinq années, c'est l'écho d'une légère poussée démographique des années 77-82 au Québec et il n'a pas l'amplitude nécessaire pour solutionner le problème de fond: depuis 1937, les femmes de 15 à 49 ans n'ont pas eu en moyenne les 2,1 enfants nécessaires au maintien de la population de la Capitale-Nationale.

année	pop. C.-Nat.	déficit cumulé	migrants solde	solde naturel	nais- sance	décès
1970	523 000	0	i 757	i 4 856	8 360	e 3 504
1971	528 140	1 288	e 850	i 3 623	7 162	e 3 539
1976	556 205	11 795	e 5 000	i 2 956	6 738	e 3 782
1981	576 550	24 841		3 939	7 768	3 829
1986	601 579	46 564	e 5 000	2 331	6 618	4 287

année	pop. C.-Nat.	déficit cumulé	migrants solde	solde naturel	nais- sance	décès
1991	631 360	64 807	c 13 199	3 073	7 572	4 499
1996	644 504	82 198	c 8 452	1 777	6 604	4 827
1997	645 260	86 229	-1 047	1 217	6 178	4 961
1998	645 059	90 554	301	705	5 763	5 058
1999	646 122	94 985	-230	548	5 620	5 072
2000	646 218	99 465	1 483	570	5 397	4 827
2001	651 398	104 263	3 504	671	5 624	4 953
2002	655 699	109 275	2 901	348	5 479	5 131
2003	659 173	114 241	4 556	578	5 580	5 002
2004	663 070	119 310	1 938	370	5 532	5 131
2005	667 876	124 155	1 623	756	5 841	5 087
2006	671 468	128 996	i 1 667	1 425	6 434	5 009
2007	e 674 576	134 019	i 1 508	i 1 600	e 6 700	e 5 100
2008	e 677 576	140 294	i 1 494	i 1 506	e 6 900	e 5 406
2009				i 1 288	e 7 000	e 5 712
2010				i 482	6 500	6 018
2011	676 000			i - 124	6 200	6 324
12-16	679 000				c 24 800	c 36 210
17-21	679 000				c 24 000	c 43 560
22-26	675 000				c 18 000	c 25 000
27-31	670 000				c 22 000	c 23 000
32-36	665 000				c 16 000	c 20 000

Dans le tableau précédent, e signifie une valeur estimée, c une valeur cumulée sur cinq ans et i une valeur inférée à partir de celles des colonnes adjacentes.

En dépit du manque de procréation de 1971 à 1996, la population a augmenté grâce surtout à l'accroissement naturel, c'est à dire au plus grand nombre de naissances que de décès. De 2000 à 2008, la migration inter-régionale a remplacé l'accroissement naturel comme facteur de croissance. Il n'y aura plus d'accroissement naturel à partir de 2011. Les "gisements régionaux" s'épuisent, la migration interrégionale déclinera. Les prévisions de recrutement à l'international sont insuffisantes pour compenser le déclin naturel appréhendé. Ce sera difficile d'augmenter, nous ne sommes pas géopolitiquement sur une route de migration. En plus, la France à depuis le 25 janvier dernier le rapport Attali dédié à la relance de sa croissance et celle-ci passe par l'immigration pour la restauration, la construction et l'économie du savoir. Le déclin de la population en nombre est prévu vers 2020.

Ville de Québec devra donc se faire remarquer par une perspective propre pour être attirante. Pourquoi pas une relance des berceaux. En 1998, Jacques Henripin osait dire:

"Les immigrés sont certes un enrichissement; ils ne sont cependant pas des substituts aux naissances. Au bout du compte, une société n'est plus seulement enrichie par les apports nouveaux; elle est remplacée par un échantillon des sociétés de la terre. Et l'on ne peut deviner par quelles luttes certains groupes ethniques ou linguistiques domineront les autres. Il est peut-être plus sage de faire ses enfants soi-même. mais il y faudra une contribution de la société beaucoup plus importante que par le passé.

En fait, nous sommes entrés dans une nouvelle ère. Les enfants sont devenus, pour la société, un *bien rare*, au sens que les économistes donnent à ce terme. C'est-à-dire que jusqu'en 1960 environ, les adultes fournissaient à leur société, à peu près gratuitement et en nombre suffisant, les enfants dont elle avait besoin. Après tout, il n'y a pas de société sans êtres humains. Depuis lors, les adultes nous disent, par leur comportement: «C'est trop cher pour nous, il faut nous aider.» Financièrement, bien sûr, mais aussi en réorganisant le fonctionnement de la société de sorte qu'il soit moins onéreux d'élever deux ou trois enfants".
Page 144, Souvenirs et réflexions d'un ronchon.

Mais les chaumières ne sont plus ce qu'elles étaient et notre art de vivre ne se prête pas tellement à une telle relance. Henripin encore:

"Il devient de plus en plus clair que les familles monoparentales réussissent moins bien que celles où les deux parents sont présents et que la cohabitation est beaucoup plus fragile que le mariage. Peut-on honnêtement prétendre que toutes les formes de familles se valent? Un attribut est important, la durée. Évidemment, il y a des accidents de parcours dans toutes les catégories. Et ce que je viens de dire est en fait une vérité statistique, pourrait-on dire; il y a des familles à deux parents qui sont des enfers et il y a des mères seules qui élèvent fort bien leurs enfants. Les différences statistiques sont telles que la société serait justifiée de favoriser certains parcours. Du moins ne doit-elle pas s'interdire de faire des choix, sous prétexte que les croyances, les habitudes, les comportements se valent. En moyenne, les familles amputées sont moins performantes que les familles intègres. Page 146

Si la Ville admet avec le vénérable patriote que la durée de l'union, la stabilité du milieu est une condition à rechercher pour le développement de ses enfants, les statistiques indiquent que cette condition a décliné ce dernier quart de siècle. Malgré une augmentation de sa population de 576 550 en 1981 à 671 468 en 2006, la Capitale-Nationale à vu son nombre de mariages chuté de 3 593 à 1 698. Il y a corrélation entre la baisse des naissances de 130 par mille à 85,

96 dernièrement, et le délaissement du mariage à hauteur de 59 % depuis 25 ans mais elle n'est pas très grande. Au Québec en 2006, 57 % des personnes âgées de plus que 15 ans vivent avec un conjoint; 37,5 % sont mariés, 19,4 sont en union libre.

C'est à se demander tout de même si des communautés intentionnelles où la parentalité serait à la charge de tous ses membres ne seraient pas un meilleur cadre de vie pour nos enfants que ce qu'est devenu la famille avec CPE, école primaire avec autobus, terrains de soccer à venir et arénas à rénover. À titre d'exemple d'une communauté intentionnelle, celle proposée par B. F. Skinner en 1948 dans son roman controversé *Walden two*, a le mérite d'avoir été écrite par un intellectuel scientifique humaniste mal connu. J'en résume le chapitre 20 ainsi:

La maternité à 18-20 ans. Après avoir choisi l'auberge anglaise comme salle à dîner, les visiteurs abordent la question de l'âge d'engendrement. À *Walden Two*, les femmes ont leur premier enfant vers 18 ans. On ne trouve pas de bonne raison de retarder indûment le moment du mariage de même que celui d'un premier enfant.

Le support économique au couple est assuré par la communauté ainsi que le côté laborieux pour la mère des soins aux bébés. On écourte de cette façon l'adolescence, une période de la vie plutôt difficile et l'on passe rapidement à maturité en s'engageant dans des amours sérieuses plutôt que sportives et ludiques.

À 22 ans, une femme peut avoir eu quatre enfants. Elle a apporté une contribution que l'on peut considérer comme un devoir ou un privilège envers la communauté. Elle est maintenant aussi libre de son temps que l'homme. Une génération se produit sur 20 ans plutôt que 30. À 40 ans seulement, il sera courant d'être grands parents.

Barbara s'inquiète du fait que les gens s'engagent tôt dans la vie, alors qu'ils en savent peu sur leurs préférences à long terme, qu'ils se cherchent. Elles ne voient plus d'intérêt aux premiers garçons dont elle a été amoureuse et est bien contente de ne pas s'être prématurément engagée définitivement avec l'un d'eux. Elle trouve que les jeunes filles sacrifient leurs meilleures années à la maternité. Frazier est d'avis qu'elles ne font que les vivre au moment où elles en ont le plus envie, au moment où elles sont le plus disposées à l'amour.

Quand un couple désire se marier, il est vu par le gérant des mariages qui s'assurent qu'il n'y a pas de trop grands écarts de caractère ou d'intelligence entre les partenaires. Dans ce cas, le mariage est reporté et généralement, cela signifie abandonné comme projet.

Autre engagement à votre programme

Au cinquième point de votre programme M. Labeaume, vous vous proposez d': "Être le leader du développement économique de la ville, un facilitateur entre les divers intervenants publics et privés". Je comprend par là que vous ne seriez pas le maître-d'oeuvre mais pourriez être le requérant, le Jean Talon d'une nouvelle "industrie du peuplement à Québec" comme l'a été avec succès à Montréal l'opération Fille du roi de 1663 à 1673. Ce qui nous tient lieu de Louis XIV, comprendre les gouvernements provincial et fédéral, actuellement incarnés par les honorables Philippe Couillard, Yolande James, Jean Charest et Josée Verner financerait l'affaire. Resteraient à trouver des "gisements", des Marguerite Bourgeois ou Marie de l'Incarnation et des installations sobres mais confortables. Un défi de nature patriotique, linguistique, humanitaire, sociale, architecturale, financière, minimum. On peut trouver effrayant ou excitant. L'alternative est la conscription ou l'implosion.